

Publications du Centre d'études juridiques européennes, Genève

Trusts en Suisse

**Adhésion à la Convention de La Haye sur les trusts
et codification de la fiducie**

Trusts in Switzerland

**Ratification of The Hague Convention on Trusts
and Codification of Fiduciary Transfers**

Luc Thévenoz

Professeur à l'Université de Genève
Directeur du Centre d'études juridiques européennes

Sommaire

Avant-propos.....	7
Remerciements	9

Trusts en Suisse: Adhésion à la Convention de La Haye sur les trusts et codification de la fiducie

I. Introduction	11
II. Le trust	18
III. Aperçu de la Convention	29
IV. Lacunes du droit international privé suisse	35
V. Trusts et droit successoral, en particulier les réserves successorales	44
VI. Trusts et régimes matrimoniaux	61
VII. Exécution forcée	65
VIII. Droit de suite des bénéficiaires et responsabilité de tiers	91
IX. Registres publics	117
X. Fors	131
XI. Article 13	134
XII. Réserves et autres déclarations permises par la Convention	138
XIII. Réserve de la souveraineté fiscale	140
XIV. Fiducie suisse: opportunité d'une codification	141
XV. Projet de codification de la fiducie	153
XVI. Résumé des propositions législatives	165

Trusts in Switzerland: Ratification of The Hague Convention on Trusts and Codification of the Law of Fiduciary Transfers

I. Introduction	177
II. Trusts	184
III. Overview of the Convention	195
IV. Lacunae in Swiss Private International Law	200

V. Trusts, Inheritance and Indefeasible Shares	209
VI. Trusts and Matrimonial Property Rights	225
VII. Enforcement	230
VIII. Beneficiaries' Right to Trace Assets and Third-Party Liability ...	255
IX. Public Registers	281
X. Jurisdiction	294
XI. Article 13	297
XII. Reservations and Other Declarations Permitted by the Convention	301
XIII. Reservation of Fiscal Sovereignty	303
XIV. Swiss Fiduciary Transfers: Ripe for Codification?	304
XV. Draft Codification of Fiduciary Transfers	316
XVI. Summary of Legislative Proposals	328
Zusammenfassung der vorgeschlagenen gesetzgeberischen Änderungen	341
Convention relative à loi applicable au trust et à sa reconnaissance – Convention on the law applicable to trusts and on their recognition – Übereinkommen über das auf trusts anzuwendende Recht und über ihre Anerkennung	351
Principes de Droit Européen du Trust - European Principles of Trust Law	379
Abréviations – Abbreviations	383
Bibliographie – Bibliography	385
Table des matières – Table of contents	395

Avant-propos

La Convention relative la loi applicable au trust et à sa reconnaissance fut conclue le 1^{er} juillet 1985 sous les auspices de la Conférence de La Haye de droit international privé. Elle est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1992 et lie aujourd'hui des États dont le système juridique s'inscrit dans la tradition romano-germanique (Italie, Pays-Bas, Malte) tout autant que des juridictions de *common law* (Australie, Canada, Royaume-Uni, Hongkong).

La Suisse ne l'a cependant toujours pas signée alors même qu'elle a joué un rôle important dans son élaboration. C'est un professeur suisse, A.E. von Overbeck, directeur de l'Institut suisse de droit comparé, qui servit comme rapporteur et eut une part déterminante à la rédaction des projets successifs. La délégation suisse fut active, entendue et écoutée tout au long de la conférence diplomatique. Cet engagement actif pour le succès de la Convention ne s'est pas concrétisé par la suite. C'est d'autant plus étonnant qu'entre-temps, les contacts des trusts étrangers avec la place financière et industrielle suisse se sont multipliés.

Notre ordre juridique reconnaît-il déjà dans une mesure appropriée les trusts soumis (par définition) à la loi d'un autre État? La signature et la ratification de cette convention amélioreraient-elle la sécurité juridique, notamment pour les particuliers et les entreprises établis en Suisse qui entretiennent des relations d'affaires avec des trustees? Quelles modifications de nos lois seraient-elles nécessaires pour reconnaître les effets de trusts étrangers valablement constitués sans compromettre les règles internationalement impératives de notre ordre juridique?

Au printemps 1999, l'Office fédéral de la justice m'a chargé d'entreprendre une étude pour répondre à ces questions et formuler des propositions concrètes. Il fut d'emblée convenu que son résultat serait publié afin de susciter les réactions des milieux professionnels et académiques concernés et vérifier ainsi la pertinence du chemin tracé. Le présent ouvrage reproduit mon rapport, les propositions qui en résultent et des annexes utiles à sa compréhension.

Conformément à mon mandat, ce rapport comprend en outre une proposition de codification de la fiducie suisse. Il ne s'agit pas de créer, sous ce nom, un trust de droit suisse, mais de renforcer une institution distincte, conforme à notre tradition juridique, consacrée par la pratique suisse des affaires et par la jurisprudence, et qui présente avec le trust certaines simi-

litudes fonctionnelles. Une reconnaissance améliorée des trusts étrangers justifie-t-elle une solidité et une flexibilité renforcées de notre fiducie? Le débat introduit par ce rapport devrait également clarifier ce point.

Les considérations et propositions qui suivent n'engagent que moi. Elles ne prétendent pas éviter toute controverse. Seules les réactions des savants et des praticiens permettront de vérifier leur opportunité d'ensemble et d'en améliorer le détail. Ma reconnaissance est d'ores et déjà acquise à ceux qui prendront le temps de me faire connaître leur point de vue.

Luc Thévenoz

Centre d'études juridiques européennes
Université de Genève
CH – 1211 Genève 4
Luc.Thevenoz@droit.unige.ch

Remerciements

Mon intérêt pour les trusts remonte à la rédaction d'un rapport sur la fiducie présenté en 1995 à la Société suisse des juristes. J'ai eu maintes fois l'occasion de l'approfondir, mais cette étude n'existerait pas sans l'appui que m'ont apporté de très nombreux collègues, amis et correspondants.

Je n'aurais pas trouvé le temps et la disponibilité intellectuelle nécessaires à réaliser cette étude sans le congé sabbatique accordé par l'Université de Genève et rendu possible par la disponibilité de *Christian Bovet*, *Gilles Petitpierre* et *Christine Chappuis*, qui m'ont remplacé. *William W. Park* et *Tamar Frankel* m'ont invité et très amicalement accueilli à la Boston University Law School. J'ai également profité des ressources presque inépuisables de la bibliothèque de Harvard University.

J'ai amplement bénéficié des informations et des idées que m'ont livrées *David Hayton*, d'Oxford University; *André Priim*, de l'Université de Nancy et du Laboratoire de droit économique de Luxembourg; de *Jeffrey D. Kovar*, du Département d'État à Washington D.C.; de *Charles Rounds, Jr.*, de Suffolk University; ainsi que *Hans Kuhn* pendant son séjour à Tulane University. Récents ou plus anciens, les échanges avec *Claude Reymond*, des Universités de Lausanne et Genève; *Madeleine Cantin-Cumyn*, de l'Université McGill à Montréal; *Michele Graziadei*, de l'Università di Torino; *Richard Pease*, de Lenz & Staehelin à Genève; *Markus Stieger* et *Edgar Paltzer*, de la section alémanique de STEP, ainsi que *Jean-Philippe Dunand*, des Universités de Neuchâtel et Genève, m'ont enrichi.

J'ai une gratitude toute particulière pour ceux qui, en préparant et animant avec moi un séminaire de l'Association genevoise de droit des affaires en mai 1999, m'ont mieux fait voir la variété des problèmes qui résultent des contacts entre les trusts et l'ordre juridique suisse. Il s'agit de *Laura Jacquemoud*, juge à la Cour de justice de Genève; *Antoinette Borgnana Zulian*, de Pictet & Cie; *Anne-Marie de Weck*, de Lombard Odier & Cie; *Mark Barmes*, de Lenz & Staehelin, et de mes collègues à la Faculté de droit de Genève, *Gabrielle Kaufmann-Kohler*, *Bénédict Foëx* et *Nicolas Jeandin*.

Nombreux sont ceux qui m'ont accordé un temps précieux en se prêtant à mes consultations. Je ne puis ici les remercier tous nommément, mais souhaite adresser un remerciement particulier à *André Cuendet*, de Dexia-Banque Privée (Suisse) SA, et à *Hans Conrad Schulthess*, avocat au Barreau de Zurich.

Mes remerciements vont aussi à *Heinrich Koller*, directeur de l'Office fédéral de la justice, pour la confiance qu'il m'a accordée en me chargeant de cette étude. Les échanges réguliers que j'ai eus avec *Monique Jametti Greiner* et *Alexander Markus* ont balisé l'avancement de mes travaux. Ma reconnaissance s'adresse aussi à la Fondation Genève Place Financière et à son délégué, *François Gilliéron*, qui ont accepté de co-financer l'adaptation anglaise du rapport.

Je tiens à exprimer ma gratitude à *Margaret Tschanz-Norton*, d'Axone SA, qui a assuré la tâche tout à fait redoutable d'adapter en anglais un rapport que j'ai conçu en français. En réalisant la traduction allemande des propositions législatives, *Hildegarde Stauder* m'a permis d'affiner leur version française également. *Ariane Morin* m'a aidé à compléter mon appareil critique dans ses aspects de droit suisse. *Eveline Salvisberg* a donné au texte sa forme finale en le mettant en page.

À toutes celles et ceux-ci, et à tous ceux que je n'ai pas la place de nommer ici, j'exprime ma reconnaissance. Ils et elles m'ont fourni maintes pistes et évité moult pièges; les erreurs qui subsistent m'appartiennent en propre.

Luc Thévenoz

Haager Konferenz für
Internationales Privatrecht

**Übereinkommen über das auf
trusts anzuwendende Recht
und über ihre Anerkennung**

*vom 1. Juli 1985**

Die Unterzeichnerstaaten dieses Übereinkommens,

in der Erwägung, dass der *trust*, wie er von Gerichten des Billigkeitsrechts in den Ländern des *common law* entwickelt und mit einigen Änderungen in andere Länder übernommen wurde, ein einzigartiges Rechtsinstitut ist,

in dem Wunsch, gemeinsame Bestimmungen über das auf *trusts* anzuwendende Recht aufzustellen und die wichtigsten Fragen bezüglich der Anerkennung von *trusts* zu regeln,

haben beschlossen, zu diesem Zweck ein Übereinkommen zu schliessen, und haben die folgenden Bestimmungen vereinbart:

KAPITEL I
ANWENDUNGSBEREICH

Artikel 1

Dieses Übereinkommen bestimmt das auf *trusts* anzuwendende Recht und regelt ihre Anerkennung.

Artikel 2

¹ Im Sinn dieses Übereinkommens bedeutet der Ausdruck „*trust*“ die von einer Person, dem Begründer, – durch Rechtsgeschäft unter Lebenden oder für den Todesfall – geschaffenen Rechtsbeziehungen,

Conférence de La Haye
de droit international privé

**Convention relative à loi
applicable au trust et à sa
reconnaissance**

*du 1^{er} juillet 1985**

Les Etats signataires de la présente Convention,

Considérant que le trust est une institution caractéristique créée par les juridictions d'équité dans les pays de common law, adoptée par d'autres pays avec certaines modifications,

Sont convenus d'établir des dispositions communes sur la loi applicable au trust et de régler les problèmes les plus importants relatifs à sa reconnaissance,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et d'adopter les dispositions suivantes:

*CHAPITRE I
CHAMP D'APPLICATION*

Article premier

La présente Convention détermine la loi applicable au trust et régit sa reconnaissance.

Article 2

¹ Aux fins de la présente Convention, le terme "trust" vise les relations juridiques créées par une personne, le constituant – par acte entre vifs ou à cause de mort –

Hague Conference
on Private International Law

**Convention on the law
applicable to trusts and on
their recognition**

*of 1st July, 1985**

The States signatory to the present Convention,

Considering that the trust, as developed in courts of equity in common law jurisdictions and adopted with some modifications in other jurisdictions, is a unique legal institution,

Desiring to establish common provisions on the law applicable to trusts and to deal with the most important issues concerning the recognition of trusts,

Have resolved to conclude a Convention to this effect, and have agreed upon the following provisions –

*CHAPTER I
SCOPE*

Article 1

This Convention specifies the law applicable to trusts and governs their recognition.

Article 2

¹ For the purposes of this Convention, the term "trust" refers to the legal relationships created – *inter vivos* or on death – by a

* Conformément à l'usage suisse, les alinéas sont numérotés pour la commodité du lecteur. Cette numérotation ne figure pas dans le texte original de la convention.

wenn Vermögen zugunsten eines Begünstigten oder für einen bestimmten Zweck der Aufsicht eines *trustee* unterstellt worden ist.

² Ein *trust* hat folgende Eigenschaften:

a) Das Vermögen des *trust* stellt ein getrenntes Sondervermögen dar und ist nicht Bestandteil des persönlichen Vermögens des *trustee*;

b) die Rechte in bezug auf das Vermögen des *trust* lauten auf den Namen des *trustee* oder auf den einer anderen Person in Vertretung des *trustee*;

c) der *trustee* hat die Befugnis und die Verpflichtung, über die er Rechenschaft abzulegen hat, das Vermögen in Übereinstimmung mit den *trust*-Bedingungen und den ihm durch das Recht auferlegten besonderen Verpflichtungen zu verwalten, zu verwenden oder darüber zu verfügen.

³ Die Tatsache, dass sich der Begründer bestimmte Rechte und Befugnisse vorbehält oder dass der *trustee* selbst Rechte als Begünstigter hat, steht dem Bestehen eines *trust* nicht notwendigerweise entgegen.

Artikel 3

Das Übereinkommen ist nur auf *trusts* anzuwenden, die freiwillig errichtet und schriftlich bestätigt worden sind.

Artikel 4

Das Übereinkommen ist nicht auf Vorfragen in bezug auf die Gültigkeit von Testamenten oder anderen Rechtsgeschäften anzuwenden, durch die dem *trustee* Vermögen übertragen wird.

Artikel 5

Das Übereinkommen ist nicht anzuwenden, soweit das nach Kap. II bestimmte

lorsque des biens ont été placés sous le contrôle d'un trustee dans l'intérêt d'un bénéficiaire ou dans un but déterminé.

² Le trust présente les caractéristiques suivantes:

a) les biens du trust constituent une masse distincte et ne font pas partie du patrimoine du trustee;

b) le titre relatif aux biens du trust est établi au nom du trustee ou d'une autre personne pour le compte du trustee;

c) le trustee est investi du pouvoir et chargé de l'obligation, dont il doit rendre compte, d'administrer, de gérer ou de disposer des biens selon les termes du trust et les règles particulières imposées au trustee par la loi.

³ Le fait que le constituant conserve certaines prérogatives ou que le trustee possède certains droits en qualité de bénéficiaire ne s'oppose pas nécessairement à l'existence d'un trust.

Article 3

La Convention ne s'applique qu'aux trusts créés volontairement et dont la preuve est apportée par écrit.

Article 4

La Convention ne s'applique pas à des questions préliminaires relatives à la validité des testaments ou d'autres actes juridiques par lesquels des biens sont transférés au trustee.

Article 5

La Convention ne s'applique pas dans la mesure où la loi déterminée par le chapitre

person, the settlor, when assets have been placed under the control of a trustee for the benefit of a beneficiary or for a specified purpose.

² A trust has the following characteristics –

a) the assets constitute a separate fund and are not a part of the trustee's own estate;

b) title to the trust assets stands in the name of the trustee or in the name of another person on behalf of the trustee;

c) the trustee has the power and the duty, in respect of which he is accountable, to manage, employ or dispose of the assets in accordance with the terms of the trust and the special duties imposed upon him by law.

³ The reservation by the settlor of certain rights and powers, and the fact that the trustee may himself have rights as a beneficiary, are not necessarily inconsistent with the existence of a trust.

Article 3

The Convention applies only to trusts created voluntarily and evidenced in writing.

Article 4

The Convention does not apply to preliminary issues relating to the validity of wills or of other acts by virtue of which assets are transferred to the trustee.

Article 5

The Convention does not apply to the extent that the law specified by Chapter II

Recht *trusts* oder die Art von *trusts*, um die es geht, nicht vorsieht.

KAPITEL II *ANZUWENDENDEN RECHT*

Artikel 6

¹ Der *trust* untersteht dem vom Begründer gewählten Recht. Die Rechtswahl muss ausdrücklich sein oder sich aus den Bestimmungen der Errichtungsurkunde oder des Schriftstücks ergeben, das den *trust* bestätigt, wobei diese, soweit erforderlich, nach den Umständen des Falles auszulegen sind.

² Sieht das nach Abs. 1 gewählte Recht *trusts* oder die Art von *trusts*, um die es geht, nicht vor, so ist die Rechtswahl unwirksam und das in Art. 7 bestimmte Recht anzuwenden.

Artikel 7

¹ Ist kein anzuwendendes Recht gewählt worden, so untersteht der *trust* dem Recht, mit dem er die engsten Verbindungen aufweist.

² Bei der Bestimmung des Rechts, mit dem der *trust* die engsten Verbindungen aufweist, ist insbesondere folgendes zu berücksichtigen:

- a) der vom Begründer bezeichnete Ort der Verwaltung des *trust*;
- b) die Belegenheit des Vermögens des *trust*;
- c) der Ort des gewöhnlichen Aufenthalts oder der Niederlassung des *trustee*;
- d) die Zwecke des *trust* und die Orte, an denen sie erfüllt werden sollen.

II ne connaît pas l'institution du trust ou la catégorie de trust en cause.

does not provide for trusts or the category of trusts involved.

CHAPITRE II LOI APPLICABLE

Article 6

¹ Le trust est régi par la loi choisie par le constituant. Le choix doit être exprès ou résulter des dispositions de l'acte créant le trust ou en apportant la preuve, interprétées au besoin à l'aide des circonstances de la cause.

² Lorsque la loi choisie en application de l'alinéa précédent ne connaît pas l'institution du trust ou la catégorie de trust en cause, ce choix est sans effet et la loi déterminée par l'article 7 est applicable.

Article 7

¹ Lorsqu'il n'a pas été choisi de loi, le trust est régi par la loi avec laquelle il présente les liens les plus étroits.

² Pour déterminer la loi avec laquelle le trust présente les liens les plus étroits, il est tenu compte notamment:

- a)* du lieu d'administration du trust désigné par le constituant;
- b)* de la situation des biens du trust;
- c)* de la résidence ou du lieu d'établissement du trustee;
- d)* des objectifs du trust et des lieux où ils doivent être accomplis.

CHAPTER II APPLICABLE LAW

Article 6

¹ A trust shall be governed by the law chosen by the settlor. The choice must be express or be implied in the terms of the instrument creating or the writing evidencing the trust, interpreted, if necessary, in the light of the circumstances of the case.

² Where the law chosen under the previous paragraph does not provide for trusts or the category of trust involved, the choice shall not be effective and the law specified in Article 7 shall apply.

Article 7

¹ Where no applicable law has been chosen, a trust shall be governed by the law with which it is most closely connected.

² In ascertaining the law with which a trust is most closely connected reference shall be made in particular to –

- a)* the place of administration of the trust designated by the settlor;
- b)* the situs of the assets of the trust;
- c)* the place of residence or business of the trustee;
- d)* the objects of the trust and the places where they are to be fulfilled.

Artikel 8

¹ Das in Art. 6 oder 7 bestimmte Recht regelt die Gültigkeit des *trust*, seine Auslegung, seine Wirkungen und seine Verwaltung.

² Dieses Recht regelt insbesondere

a) die Ernennung, den Rücktritt und die Abberufung von *trustees*, die Fähigkeit, als *trustee* zu handeln, und die Übertragung der Aufgaben eines *trustee*;

b) die Rechte und Pflichten von *trustees* untereinander;

c) das Recht von *trustees*, die Wahrnehmung ihrer Pflichten oder die Ausübung ihrer Befugnisse ganz oder teilweise zu übertragen;

d) die Befugnis von *trustees*, das Vermögen des *trust* zu verwalten, darüber zu verfügen, daran Sicherungsrechte zu begründen oder neues Vermögen zu erwerben;

e) die Befugnisse von *trustees*, Investitionen vorzunehmen;

f) Beschränkungen in bezug auf die Dauer des *trust* und in bezug auf die Befugnis, aus den Einkünften des *trust* Rücklagen zu bilden;

g) die Beziehungen zwischen den *trustees* und den Begünstigten, einschliesslich der persönlichen Haftung der *trustees* gegenüber den Begünstigten;

h) die Änderung oder Beendigung des *trust*;

i) die Verteilung des Vermögens des *trust*;

j) die Verpflichtung von *trustees*, über ihre Verwaltung Rechenschaft abzulegen.

Artikel 9

Bei der Anwendung dieses Kapitels kann ein abtrennbarer Teilbereich des *trust*, ins-

Article 8

¹ La loi déterminée par les articles 6 ou 7 régit la validité du trust, son interprétation, ses effets ainsi que l'administration du trust.

² Cette loi régit notamment:

a) la désignation, la démission et la révocation du trustee, l'aptitude particulière à exercer les attributions d'un trustee ainsi que la transmission des fonctions de trustee;

b) les droits et obligations des trustees entre eux;

c) le droit du trustee de déléguer en tout ou en partie l'exécution de ses obligations ou l'exercice de ses pouvoirs;

d) les pouvoirs du trustee d'administrer et de disposer des biens du trust, de les constituer en sûretés et d'acquérir des biens nouveaux;

e) les pouvoirs du trustee de faire des investissements;

f) les restrictions relatives à la durée du trust et aux pouvoirs de mettre en réserve les revenus du trust;

g) les relations entre le trustee et les bénéficiaires, y compris la responsabilité personnelle du trustee envers les bénéficiaires;

h) la modification ou la cessation du trust;

i) la répartition des biens du trust;

j) l'obligation du trustee de rendre compte de sa gestion.

Article 9

Dans l'application du présent chapitre, un élément du trust susceptible d'être isolé,

Article 8

¹ The law specified by Article 6 or 7 shall govern the validity of the trust, its construction, its effects, and the administration of the trust.

² In particular that law shall govern –

a) the appointment, resignation and removal of trustees, the capacity to act as a trustee, and the devolution of the office of trustee;

b) the rights and duties of trustees among themselves;

c) the right of trustees to delegate in whole or in part the discharge of their duties or the exercise of their powers;

d) the power of trustees to administer or to dispose of trust assets, to create security interests in the trust assets, or to acquire new assets;

e) the powers of investment of trustees;

f) restrictions upon the duration of the trust, and upon the power to accumulate the income of the trust;

g) the relationships between the trustees and the beneficiaries including the personal liability of the trustees to the beneficiaries;

h) the variation or termination of the trust;

i) the distribution of the trust assets;

j) the duty of trustees to account for their administration.

Article 9

In applying this Chapter a severable aspect of the trust, particularly matters of

besondere seine Verwaltung, einem anderen Recht unterliegen.

Artikel 10

Das auf die Gültigkeit des *trust* anzuwendende Recht bestimmt, ob dieses Recht oder das für einen abtrennbaren Teilbereich des *trust* massgebliche Recht durch ein anderes Recht ersetzt werden kann.

KAPITEL III ANERKENNUNG

Artikel 11

¹ Ein *trust*, der nach dem in Kap. II bestimmten Recht errichtet worden ist, wird als *trust* anerkannt.

² Die Anerkennung hat mindestens die Wirkung, dass das Vermögen des *trust* ein vom persönlichen Vermögen des *trustee* getrenntes Sondervermögen darstellt, dass der *trustee* in seiner Eigenschaft als *trustee* klagen oder verklagt werden kann und dass er in dieser Eigenschaft vor einem Notar oder jeder Person auftreten kann, die in amtlicher Eigenschaft tätig wird.

³ Soweit das auf den *trust* anzuwendende Recht dies erfordert oder vorsieht, hat die Anerkennung insbesondere die Wirkung,

a) dass die persönlichen Gläubiger des *trustee* keinen Zugriff auf das Vermögen des *trust* nehmen können;

b) dass das Vermögen des *trust* im Fall der Zahlungsunfähigkeit oder des Konkurses des *trustee* nicht Bestandteil des Vermögens des *trustee* ist;

c) dass das Vermögen des *trust* weder Bestandteil des ehelichen Vermögens noch des Nachlasses des *trustee* ist;

d) dass das Vermögen des *trust* herausverlangt werden kann, wenn der *trustee* unter Verletzung der sich aus dem *trust*

notamment son administration, peut être régi par une loi distincte.

Article 10

La loi applicable à la validité du trust régit la possibilité de remplacer cette loi, ou la loi applicable à un élément du trust susceptible d'être isolé, par une autre loi.

administration, may be governed by a different law.

Article 10

The law applicable to the validity of the trust shall determine whether that law or the law governing a severable aspect of the trust may be replaced by another law.

*CHAPITRE III
RECONNAISSANCE*

Article 11

¹ Un trust créé conformément à la loi déterminée par le chapitre précédent sera reconnu en tant que trust.

² La reconnaissance implique au moins que les biens du trust soient distincts du patrimoine personnel du trustee et que le trustee puisse agir comme demandeur ou défendeur, ou comparaître en qualité de trustee devant un notaire ou toute personne exerçant une autorité publique.

³ Dans la mesure où la loi applicable au trust le requiert ou le prévoit, cette reconnaissance implique notamment:

a) que les créanciers personnels du trustee ne puissent pas saisir les biens du trust;

b) que les biens du trust soient séparés du patrimoine du trustee en cas d'insolvabilité ou de faillite de celui-ci;

c) que les biens du trust ne fassent pas partie du régime matrimonial ni de la succession du trustee;

d) que la revendication des biens du trust soit permise, dans les cas où le trustee, en violation des obligations résultant du trust,

*CHAPTER III
RECOGNITION*

Article 11

¹ A trust created in accordance with the law specified by the preceding Chapter shall be recognized as a trust.

² Such recognition shall imply, as a minimum, that the trust property constitutes a separate fund, that the trustee may sue and be sued in his capacity as trustee, and that he may appear or act in this capacity before a notary or any person acting in an official capacity.

³ In so far as the law applicable to the trust requires or provides, such recognition shall imply, in particular –

a) that personal creditors of the trustee shall have no recourse against the trust assets;

b) that the trust assets shall not form part of the trustee's estate upon his insolvency or bankruptcy;

c) that the trust assets shall not form part of the matrimonial property of the trustee or his spouse nor part of the trustee's estate upon his death;

d) that the trust assets may be recovered when the trustee, in breach of trust, has mingled trust assets with his own property

ergebenden Verpflichtungen Vermögen des *trust* mit seinem persönlichen Vermögen vermischt oder Vermögen des *trust* veräußert hat. Die Rechte und Pflichten eines Dritten, der das Vermögen des *trust* in seinem Besitz hat, unterstehen jedoch weiterhin dem durch die Kollisionsnormen des Staates des angerufenen Gerichts bestimmten Recht.

Artikel 12

Will ein *trustee* bewegliches oder unbewegliches Vermögen oder Rechte daran in ein Register eintragen lassen, so ist er hierzu, soweit dies nicht nach dem Recht des Staates, in dem die Eintragung erfolgen soll, verboten oder mit diesem Recht unvereinbar ist, in seiner Eigenschaft als *trustee* oder unter anderweitiger Offenlegung des Bestehens eines *trust* befugt.

Artikel 13

Ein Staat ist nicht verpflichtet, einen *trust* anzuerkennen, dessen wesentliche Bestandteile mit Ausnahme der Wahl des anzuwendenden Rechts, des Ortes der Verwaltung und des gewöhnlichen Aufenthalts des *trustee* engere Verbindungen mit Staaten aufweisen, die das Rechtsinstitut des *trust* oder die Art von *trust*, um die es geht, nicht kennen.

Artikel 14

Das Übereinkommen steht der Anwendung von Rechtsvorschriften nicht entgegen, die für die Anerkennung von *trusts* günstiger sind.

KAPITEL IV

ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

Artikel 15

¹ Soweit von Bestimmungen des Rechts, auf das die Kollisionsnormen des Staates des angerufenen Gerichts verweisen, durch

a confondu les biens du trust avec ses biens personnels ou en a disposé. Toutefois, les droits et obligations d'un tiers détenteur des biens du trust demeurent régis par la loi déterminée par les règles de conflit du for.

or has alienated trust assets. However, the rights and obligations of any third party holder of the assets shall remain subject to the law determined by the choice of law rules of the forum.

Article 12

Le trustee qui désire faire inscrire dans un registre un bien meuble ou immeuble, ou un titre s'y rapportant, sera habilité à requérir l'inscription en sa qualité de trustee ou de telle façon que l'existence du trust apparaisse, pour autant que ce ne soit pas interdit par la loi de l'Etat où l'inscription doit avoir lieu ou incompatible avec cette loi.

Where the trustee desires to register assets, movable or immovable, or documents of title to them, he shall be entitled, in so far as this is not prohibited by or inconsistent with the law of the State where registration is sought, to do so in his capacity as trustee or in such other way that the existence of the trust is disclosed.

Article 13

Aucun Etat n'est tenu de reconnaître un trust dont les éléments significatifs, à l'exception du choix de la loi applicable, du lieu d'administration et de la résidence habituelle du trustee, sont rattachés plus étroitement à des Etats qui ne connaissent pas l'institution du trust ou la catégorie de trust en cause.

No State shall be bound to recognize a trust the significant elements of which, except for the choice of the applicable law, the place of administration and the habitual residence of the trustee, are more closely connected with States which do not have the institution of the trust or the category of trust involved.

Article 14

La Convention ne fait pas obstacle à l'application de règles de droit plus favorables à la reconnaissance d'un trust.

The Convention shall not prevent the application of rules of law more favourable to the recognition of trusts.

CHAPITRE IV DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPTER IV GENERAL CLAUSES

Article 15

¹ La Convention ne fait pas obstacle à l'application des dispositions de la loi désignée par les règles de conflit du for

Article 15

¹ The Convention does not prevent the application of provisions of the law designated by the conflicts rules of the

Rechtsgeschäft nicht abgewichen werden kann, steht das Übereinkommen der Anwendung dieser Bestimmungen nicht entgegen, insbesondere auf folgenden Gebieten:

- a) Schutz Minderjähriger und Handlungsunfähiger;
- b) persönliche und vermögensrechtliche Wirkungen der Ehe ;
- c) Erbrecht einschliesslich Testamentsrecht, insbesondere Pflichtteil;
- d) Übertragung von Eigentum und dingliche Sicherungsrechte;
- e) Schutz von Gläubigern bei Zahlungsunfähigkeit;
- f) Schutz gutgläubiger Dritter in anderen Belangen.

² Steht Abs. 1 der Anerkennung eines *trust* entgegen, so wird das Gericht versuchen, die Zwecke des *trust* mit anderen rechtlichen Mitteln zu verwirklichen.

Artikel 16

¹ Das Übereinkommen berührt nicht die Anwendung von Bestimmungen des Rechts des Staates des angerufenen Gerichts, die ohne Rücksicht auf Kollisionsnormen auch auf internationale Sachverhalte anzuwenden sind.

² Besteht eine hinreichend enge Verbindung des Streitgegenstands mit einem anderen Staat, so kann ausnahmsweise auch gleichgearteten Vorschriften dieses Staates Wirkung verliehen werden.

³ Jeder Vertragsstaat kann durch Vorbehalt erklären, dass er Abs. 2 nicht anwenden wird.

lorsqu'il ne peut être dérogé à ces dispositions par une manifestation de volonté, notamment dans les matières suivantes:

- a) la protection des mineurs et des incapables;
- b) les effets personnels et patrimoniaux du mariage;
- c) les testaments et la dévolution des successions, spécialement la réserve;
- d) le transfert de propriété et les sûretés réelles;
- e) la protection des créanciers en cas d'insolvabilité;
- f) la protection des tiers de bonne foi à d'autres égards.

² Lorsque les dispositions du paragraphe précédent font obstacle à la reconnaissance du trust, le juge s'efforcera de donner effet aux objectifs du trust par d'autres moyens juridiques.

Article 16

¹ La Convention ne porte pas atteinte aux dispositions de la loi du for dont l'application s'impose même aux situations internationales quelle que soit la loi désignée par les règles de conflit de lois.

² A titre exceptionnel, il peut également être donné effet aux règles de même nature d'un autre Etat qui présente avec l'objet du litige un lien suffisamment étroit.

³ Tout Etat contractant pourra déclarer, par une réserve, qu'il n'appliquera pas la disposition du deuxième alinéa du présent article.

forum, in so far as those provisions cannot be derogated from by voluntary act, relating in particular to the following matters –

- a) the protection of minors and incapable parties;
- b) the personal and proprietary effects of marriage;
- c) succession rights, testate and intestate, especially the indefeasible shares of spouses and relatives;
- d) the transfer of title to property and security interests in property;
- e) the protection of creditors in matters of insolvency;
- f) the protection, in other respects, of third parties acting in good faith.

² If recognition of a trust is prevented by application of the preceding paragraph, the court shall try to give effect to the objects of the trust by other means.

Article 16

¹ The Convention does not prevent the application of those provisions of the law of the forum which must be applied even to international situations, irrespective of rules of conflict of laws.

² If another State has a sufficiently close connection with a case then, in exceptional circumstances, effect may also be given to rules of that State which have the same character as mentioned in the preceding paragraph.

³ Any Contracting State may, by way of reservation, declare that it will not apply the second paragraph of this Article.

Artikel 17

In diesem Übereinkommen bedeutet der Ausdruck „Recht“ die in einem Staat geltenden Rechtsnormen unter Ausschluss seiner Kollisionsnormen.

Artikel 18

Die Bestimmungen des Übereinkommens können ausser Betracht bleiben, wenn ihre Anwendung mit der öffentlichen Ordnung (*ordre public*) offensichtlich unvereinbar wäre.

Artikel 19

Das Übereinkommen lässt die Befugnisse der Staaten in Steuersachen unberührt.

Artikel 20

¹ Jeder Vertragsstaat kann jederzeit erklären, dass das Übereinkommen auch auf *trusts* Anwendung findet, die durch gerichtliche Entscheidung errichtet wurden.

² Diese Erklärung ist dem Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten des Königreichs der Niederlande zu notifizieren und wird mit dem Eingang der Notifikation wirksam.

³ Art. 31 gilt für die Rücknahme dieser Erklärung entsprechend.

Artikel 21

Jeder Vertragsstaat kann sich das Recht vorbehalten, Kap. III nur auf *trusts* anzuwenden, deren Gültigkeit dem Recht eines Vertragsstaats unterliegt.

Artikel 22

¹ Das Übereinkommen ist ohne Rücksicht auf den Tag anzuwenden, an dem der *trust* errichtet worden ist.

² Ein Vertragsstaat kann sich jedoch das Recht vorbehalten, das Übereinkommen

Article 17

Au sens de la Convention, le terme “loi” désigne les règles de droit en vigueur dans un Etat à l’exclusion des règles de conflit de lois.

Article 18

Les dispositions de la Convention peuvent être écartées si leur application est manifestement incompatible avec l’ordre public.

Article 19

La Convention ne porte pas atteinte à la compétence des Etats en matière fiscale.

Article 20

¹ Tout Etat contractant pourra, à tout moment, déclarer que les dispositions de la Convention seront étendues aux trusts créés par une décision de justice.

² Cette déclaration sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas et prendra effet le jour de la réception de cette notification.

³ L’article 31 est applicable par analogie au retrait de cette déclaration.

Article 21

Tout Etat contractant pourra se réserver le droit de n’appliquer les dispositions du chapitre III qu’aux trusts dont la validité est régie par la loi d’un Etat contractant.

Article 22

¹ La Convention est applicable quelle que soit la date à laquelle le trust a été créé.

² Toutefois, un Etat contractant pourra se réserver le droit de ne pas appliquer la

Article 17

In the Convention the word “law” means the rules of law in force in a State other than its rules of conflict of laws.

Article 18

The provisions of the Convention may be disregarded when their application would be manifestly incompatible with public policy (*ordre public*).

Article 19

Nothing in the Convention shall prejudice the powers of States in fiscal matters.

Article 20

¹ Any Contracting State may, at any time, declare that the provisions of the Convention will be extended to trusts declared by judicial decisions.

² This declaration shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands and will come into effect on the day when this notification is received.

³ Article 31 is applicable to the withdrawal of this declaration in the same way as it applies to a denunciation of the Convention.

Article 21

Any Contracting State may reserve the right to apply the provisions of Chapter III only to trusts the validity of which is governed by the law of a Contracting State.

Article 22

¹ The Convention applies to trusts regardless of the date on which they were created.

² However, a Contracting State may reserve the right not to apply the Convention to

nicht auf *trusts* anzuwenden, die errichtet wurden, bevor das Übereinkommen für ihn in Kraft getreten ist.

Artikel 23

Umfasst ein Staat mehrere Gebiets-einheiten, von denen jede für *trusts* ihre eigenen Rechtsnormen hat, so ist bei der Bestimmung des nach diesem Übereinkommen anzuwendenden Rechts eine Verweisung auf das Recht dieses Staates als Verweisung auf das Recht zu verstehen, das in der betreffenden Gebietseinheit gilt.

Artikel 24

Ein Staat, in dem verschiedene Gebiets-einheiten ihre eigenen Rechtsnormen für *trusts* haben, ist nicht verpflichtet, das Übereinkommen auf Kollisionen zwischen den Rechtsordnungen dieser Gebiets-einheiten anzuwenden.

Artikel 25

Dieses Übereinkommen berührt nicht andere internationale Übereinkünfte, deren Vertragspartei ein Vertragsstaat des Übereinkommens ist oder wird und die Bestimmungen über die durch dieses Übereinkommen geregelten Angelegenheiten enthalten.

KAPITEL V SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Artikel 26

¹ Jeder Staat kann bei der Unterzeichnung, der Ratifikation, der Annahme, der Genehmigung oder dem Beitritt oder bei der Abgabe einer Erklärung nach Art. 29 die in den Art. 16, 21 und 22 vorgesehenen Vorbehalte anbringen.

² Andere Vorbehalte sind nicht zulässig.

Convention à un trust créé avant la date de l'entrée en vigueur de la Convention pour cet Etat.

Article 23

A l'effet de déterminer la loi applicable selon la Convention, lorsqu'un Etat comprend plusieurs unités territoriales dont chacune a ses propres règles en matière de trust, toute référence à la loi de cet Etat sera considérée comme visant la loi en vigueur dans l'unité territoriale concernée.

Article 24

Un Etat dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière de trust n'est tenu d'appliquer la Convention aux conflits de lois intéressant uniquement ces unités territoriales.

Article 25

La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels un Etat contractant est ou sera Partie et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

*CHAPITRE V
CLAUSES FINALES*

Article 26

¹ Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, ou au moment d'une déclaration faite en vertu de l'article 29, pourra faire les réserves prévues aux articles 16, 21 et 22.

² Aucune autre réserve ne sera admise.

trusts created before the date on which, in relation to that State, the Convention enters into force.

Article 23

For the purpose of identifying the law applicable under the Convention, where a State comprises several territorial units each of which has its own rules of law in respect of trusts, any reference to the law of that State is to be construed as referring to the law in force in the territorial unit in question.

Article 24

A State within which different territorial units have their own rules of law in respect of trusts is not bound to apply the Convention to conflicts solely between the laws of such units.

Article 25

The Convention shall not affect any other international instrument containing provisions on matters governed by this Convention to which a Contracting State is, or becomes, a party.

*CHAPTER V
FINAL CLAUSES*

Article 26

¹ Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, or at the time of making a declaration in terms of Article 29, make the reservations provided for in Articles 16, 21 and 22.

² No other reservation shall be permitted.

³ Jeder Vertragsstaat kann einen von ihm angebrachten Vorbehalt jederzeit zurücknehmen ; die Wirkung des Vorbehalts endet am ersten Tag des dritten Kalendermonats nach der Notifikation der Rücknahme.

Artikel 27

¹ Das Übereinkommen liegt für die Staaten zur Unterzeichnung auf, die zur Zeit der Fünfzehnten Tagung der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht Mitglied der Konferenz waren.

² Es bedarf der Ratifikation, Annahme oder Genehmigung; die Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunden werden beim Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten des Königreichs der Niederlande hinterlegt.

Artikel 28

¹ Jeder andere Staat kann dem Übereinkommen beitreten, nachdem es gemäss Art. 30 Abs. 1 in Kraft getreten ist.

² Die Beitrittsurkunde wird beim Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten des Königreichs der Niederlande hinterlegt.

³ Der Beitritt wirkt nur in den Beziehungen zwischen dem beitretenden Staat und den Vertragsstaaten, die binnen zwölf Monaten nach Eingang der in Art. 32 vorgesehenen Notifikation nicht Einspruch gegen den Beitritt erhoben haben. Nach dem Beitritt kann ein solcher Einspruch auch von einem Mitgliedstaat in dem Zeitpunkt erhoben werden, in dem er das Übereinkommen ratifiziert, annimmt oder genehmigt. Die Einsprüche werden dem Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten des Königreichs der Niederlande notifiziert.

³ Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite; l'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification du retrait.

Article 27

¹ La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Quinzième session.

² Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 28

¹ Tout autre Etat pourra adhérer à la Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 30, alinéa premier.

² L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

³ L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les douze mois après la réception de la notification prévue à l'article 32. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat Membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

³ Any Contracting State may at any time withdraw a reservation which it has made; the reservation shall cease to have effect on the first day of the third calendar month after notification of the withdrawal.

Article 27

¹ The Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Fifteenth Session.

² It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 28

¹ Any other State may accede to the Convention after it has entered into force in accordance with Article 30, paragraph 1.

² The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

³ The accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession in the twelve months after the receipt of the notification referred to in Article 32. Such an objection may also be raised by Member States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Artikel 29

¹ Ein Staat, der aus zwei oder mehr Gebietseinheiten besteht, in denen unterschiedliche Rechtsordnungen gelten, kann bei der Unterzeichnung, der Ratifikation, der Annahme, der Genehmigung oder dem Beitritt erklären, dass sich das Übereinkommen auf alle seine Gebiets-einheiten oder nur auf eine oder mehrere davon erstreckt; er kann diese Erklärung durch Abgabe einer neuen Erklärung jederzeit ändern.

² Eine solche Erklärung wird dem Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten des Königreichs der Niederlande unter ausdrücklicher Bezeichnung der Gebiets-einheiten notifiziert, für die das Übereinkommen gilt.

³ Gibt ein Staat keine Erklärung nach diesem Artikel ab, so erstreckt sich das Übereinkommen auf alle Gebietseinheiten dieses Staates.

Artikel 30

¹ Das Übereinkommen tritt am ersten Tag des dritten Kalendermonats nach der in Art. 27 vorgesehenen Hinterlegung der dritten Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunde in Kraft.

² Danach tritt das Übereinkommen in Kraft

a) für jeden Staat, der es später ratifiziert, annimmt oder genehmigt, am ersten Tag des dritten Kalendermonats nach Hinterlegung seiner Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunde;

b) für jeden beitretenden Staat am ersten Tag des dritten Kalendermonats nach Ablauf der in Art. 28 vorgesehenen Frist;

c) für eine Gebietseinheit, auf die das Übereinkommen nach Art. 29 erstreckt worden ist, am ersten Tag des dritten Kalendermonats nach der in dem betreffenden Artikel vorgesehenen Notifikation.

Article 29

¹ Un Etat qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

² Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

³ Si un Etat ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de cet Etat.

Article 30

¹ La Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu par l'article 27.

² Par la suite, la Convention entrera en vigueur:

a) pour chaque Etat ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

b) pour tout Etat adhérent, le premier jour du troisième mois du calendrier après l'expiration du délai visé à l'article 28;

c) pour les unités territoriales auxquelles la Convention a été étendue conformément à l'article 29, le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification visée dans cet article.

Article 29

¹ If a State has two or more territorial units in which different systems of law are applicable, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that this Convention shall extend to all of its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

² Any such declaration shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

³ If a State makes no declaration under this Article, the Convention is to extend to all territorial units of that State.

Article 30

¹ The Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance or approval referred to in Article 27.

² Thereafter the Convention shall enter into force –

a) for each State ratifying, accepting or approving it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance or approval;

b) for each acceding State, on the first day of the third calendar month after the expiry of the period referred to in Article 28;

c) for a territorial unit to which the Convention has been extended in conformity with Article 29, on the first day of the third calendar month after the notification referred to in that Article.

Artikel 31

¹ Jeder Vertragsstaat kann dieses Übereinkommen schriftlich durch eine förmliche Notifikation kündigen, die an das Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten des Königreichs der Niederlande, den Verwahrer des Übereinkommens, zu richten ist.

² Die Kündigung wird am ersten Tag des Monats, der auf einen Zeitabschnitt von sechs Monaten nach Eingang der Notifikation beim Verwahrer folgt, oder zu einem in der Notifikation genannten späteren Zeitpunkt wirksam.

Artikel 32

Das Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten des Königreichs der Niederlande notifiziert den Mitgliedstaaten der Konferenz sowie den Staaten, die nach Art. 28 beigetreten sind,

a) jede Unterzeichnung, Ratifikation, Annahme und Genehmigung nach Art. 27;

b) den Tag, an dem das Übereinkommen nach Art. 30 in Kraft tritt;

c) jeden Beitritt und jeden gegen einen Beitritt erhobenen Einspruch nach Art. 28;

d) jede Erstreckung nach Art. 29;

e) jede Erklärung nach Art. 20;

f) jeden Vorbehalt und jede Rücknahme eines Vorbehalts nach Art. 26;

g) jede Kündigung nach Art. 31.

Zu Urkund dessen haben die hierzu gehörig befugten Unterzeichneten dieses Übereinkommen unterschrieben.

Geschehen in Den Haag am 1.7.1985 in englischer und französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist, in einer Urschrift, die im Ar-

Article 31

¹ Tout Etat contractant pourra dénoncer la présente Convention par une notification formelle adressée par écrit au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

² La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le dépositaire, ou à toute autre date ultérieure spécifiée dans la notification.

Article 32

Le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas notifiera aux Etats Membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 28:

- a)* les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 27;
- b)* la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 30;
- c)* les adhésions et les objections aux adhésions visées à l'article 28;
- d)* les extensions visées à l'article 29;
- e)* les déclarations visées à l'article 20;
- f)* les réserves ou les retraits de réserve prévus à l'article 26;
- g)* les dénonciations visées à l'article 31.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le premier juillet 1985, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gou-

Article 31

¹ Any Contracting State may denounce this Convention by a formal notification in writing addressed to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

² The denunciation takes effect on the first day of the month following the expiration of six months after the notification is received by the depositary or on such later date as is specified in the notification.

Article 32

The Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands shall notify the States Members of the Conference, and the States which have acceded in accordance with Article 28, of the following –

- a)* the signatures and ratifications, acceptances or approvals referred to in Article 27;
- b)* the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 30;
- c)* the accessions and the objections raised to accessions referred to in Article 28;
- d)* the extensions referred to in Article 29;
- e)* the declarations referred to in Article 20;
- f)* the reservation or withdrawals referred to in Article 26;
- g)* the denunciations referred to in Article 31.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

Done at The Hague, on the first day of July, 1985, in English and French, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives

chiv der Regierung des Königreichs der Niederlande hinterlegt und von der jedem Staat, der zur Zeit der Fünfzehnten Tagung der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht Mitglied der Konferenz war, auf diplomatischem Weg eine beglaubigte Abschrift übermittelt wird.

vernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Quinzième session.

of the Government of the Kingdom of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through diplomatic channels, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Fifteenth Session.

European Principles of Trust Law*

Article I Main characteristics of the trust

(1) In a trust, a person called the “trustee” owns assets segregated from his private patrimony and must deal with those assets (the “trust fund”) for the benefit of another person called the “beneficiary” or for the furtherance of a purpose.

(2) There can be more than one trustee and more than one beneficiary; a trustee may himself be one of the beneficiaries.

(3) The separate existence of the trust fund entails its immunity from claims by the trustee’s spouse, heirs and personal creditors.

(4) In respect of the separate trust fund a beneficiary has personal rights and may also have proprietary rights against the trustee and against third parties to whom any part of the fund has been wrongfully transferred.

Article II Creation of the trust

The general rule is that in order to create a trust a person called the “settlor” in his lifetime or on death must, with the intention of creating a segregated trust fund, transfer assets to the trustee. However, it may also be possible for a settlor to create a trust by making it clear that he is to be trustee of particular assets of his.

Principes de Droit Européen du Trust*

Article I Principales caractéristiques du trust

(1) Dans un trust, une personne appelée “trustee” est propriétaire de biens séparés de son patrimoine personnel ; le trustee doit affecter ces biens (le “fonds du trust”) à l’intérêt d’une autre personne appelée “bénéficiaire” (*beneficiary*) ou à l’accomplissement d’un but d’intérêt général.

(2) Il peut y avoir plus d’un trustee et plus d’un bénéficiaire ; un trustee peut lui-même être un des bénéficiaires.

(3) La séparation du fonds du trust a pour effet de soustraire celui-ci aux prétentions du conjoint du trustee, de ses héritiers et de ses créanciers personnels.

(4) Le bénéficiaire a, sur le fonds du trust, un droit personnel propre contre le trustee et contre des tiers auxquels une partie du fonds aurait été transférée sans droit, il se peut aussi qu’il ait un droit réel à l’encontre du trustee et à l’encontre de ces tiers.

Article II Création du trust

En règle générale, pour créer un trust, une personne, appelée “constituant” (*settlor*) doit, de son vivant ou par disposition à cause de mort, transférer des biens au trustee dans l’intention de constituer un fonds de trust séparé. Toutefois, il se peut aussi que le constituant ait la possibilité de créer un trust en statuant qu’il sera le trustee de certains de ses propres biens.

* Extrait de: *Principles of European Trust Law*, ed. by D.J. Hayton, S.C.J.J. Kortmann, H.L.E. Verhagen, La Haye (Kluwer Law International) & Deventer (W.E.J. Tjeenk Willink) 1999. La ponctuation de la version française a été occasionnellement rectifiée. Reproduits avec la permission des auteurs.

Article III **Trust fund**

(1) The trust fund consists not only of the original assets and those subsequently added, but also of those assets from time to time representing the original or added assets.

(2) The trust fund is not available to satisfy claims made against the trustee in his personal capacity. Except to the extent that the settlor's creation of the trust contravenes laws protecting his creditors, spouse or heirs, the trust fund is available only for claims made by creditors dealing with the trustee in his capacity as such and, subject thereto, for claims of the beneficiaries or the enforcer, who is an office holder entitled to enforce a trust for purposes.

(3) A trustee of several trusts must keep each trust fund not only segregated from his private patrimony but also from each of the other trust funds, except to the extent that the terms of the trusts otherwise permit.

Article IV **Trust for beneficiaries** **or for enforceable purposes**

(1) Upon creating a trust, the settlor must designate ascertained or ascertainable persons as beneficiaries to whom the trustee's obligations in respect of the trust fund are owed or will be owed, or must designate purposes in respect of which there is an enforcer.

(2) To the extent that the settlor fails to create rights affecting the whole of the trust fund the trustee will own the assets for the benefit of the settlor or his successors.

Article III **Le fonds du trust**

(1) Le fonds du trust comprend non seulement les biens originaux et ceux ajoutés par la suite, mais également les biens acquis en emploi de ces biens.

(2) Le fonds du trust ne répond pas des dettes personnelles du trustee. À moins que la création du trust ne fût contraire à des lois protégeant les créanciers, le conjoint ou les héritiers du constituant, le fonds du trust ne répond que des prétentions de créanciers à l'encontre du trustee comme tel et, dans la même mesure, des prétentions des bénéficiaires ou du curateur (*enforcer*), un professionnel (*office holder*) habilité à assurer l'accomplissement des buts d'un trust d'intérêt général.

(3) Sauf disposition contraire des termes du trust, un trustee de plusieurs trusts doit tenir chaque fonds de trust séparé, non seulement de son patrimoine personnel, mais aussi du fonds de chacun des autres trusts.

Article IV **Trust pour bénéficiaires** **ou trust d'intérêt général**

(1) En créant un trust, le constituant doit désigner des personnes déterminées ou déterminables en qualité de bénéficiaires, envers lesquels le trustee a ou aura des obligations en ce qui concerne le fonds du trust, ou doit désigner un but d'intérêt général pour l'accomplissement duquel un curateur est nommé.

(2) Dans la mesure où le constituant omet de créer des droits sur l'ensemble du fonds du trust, le trustee sera propriétaire des biens dans l'intérêt du constituant et de ses successeurs.

(3) Any beneficiary, or any enforcer of a trust for purposes, has a right to information needed to protect his interest and to ensure that the trustee accounts to him.

(4) Subject to the terms of the trust, a beneficiary can make a disposition of his rights.

(5) Any beneficiary, or any enforcer of a trust for purposes, has the right to seek judicial enforcement of the terms of the trust.

Article V **Trustees' duties and powers**

(1) The trustee must exercise his rights as owner in accordance with the law and the terms of the trust.

(2) The fundamental duty of a trustee is to adhere to the terms of the trust, to take reasonable care of the trust assets and to act in the best interests of the beneficiaries or, in the case of a trust for purposes, the furtherance of those purposes.

(3) A trustee must keep separate and protect the trust assets, must maintain accurate accounts and must provide the beneficiaries and the enforcer with information requested to protect their interests.

(4) Except to the extent otherwise permitted by the terms of the trust or by law, a trustee must personally perform his functions. He must act honestly and he must avoid all conflicts of interest unless otherwise authorised.

(5) A trustee is accountable for the trust fund, must personally make good any loss occasioned to the trust fund by his breach of trust and must personally augment such fund by the amount of any profits made by him in breach of his duty.

(3) Tout bénéficiaire, et tout curateur d'un trust ayant un but d'intérêt général, a droit aux informations nécessaires pour sauvegarder ses intérêts et s'assurer que le trustee lui rende des comptes.

(4) Un bénéficiaire peut disposer de ses droits dans les limites des termes du trust.

(5) Tout bénéficiaire, et tout curateur d'un trust ayant un but d'intérêt général, peut poursuivre en justice l'exécution des termes du trust.

Article V **Les devoirs et les pouvoirs du trustee**

(1) Le trustee doit exercer ses droits conformément au droit et aux termes du trust.

(2) Le devoir fondamental d'un trustee est de se conformer aux termes du trust, de gérer raisonnablement les biens du trust et d'agir dans l'intérêt bien compris des bénéficiaires ou, en cas de trust ayant un but d'intérêt général, de promouvoir l'intérêt en question.

(3) Un trustee doit garder les biens du trust séparés et les protéger, tenir des comptes précis et fournir aux bénéficiaires ou au curateur les informations nécessaires à la sauvegarde de leurs intérêts.

(4) Sauf autorisation contraire découlant des termes du trust ou de la loi, un trustee doit remplir ses fonctions personnellement. Il doit agir honnêtement et, sauf autorisation contraire, éviter tout conflit d'intérêts.

(5) Un trustee est comptable du fonds du trust, il doit personnellement réparer toute perte causée au fonds du trust par une violation du trust (*breach of trust*). Il doit personnellement ajouter à ce fonds tout profit que lui aurait procuré réparer toute perte causée au fonds du trust

Article VI
Remedies against trustees
for breach of trust

Remedies that the court can provide against a trustee for breach of trust include an order restraining particular conduct or removing the trustee from his office and replacing him or decreeing payment of compensation for losses or restitution of profits. The court may also have power to declare that particular assets of the trustee have always been part of the trust fund and never became part of his private patrimony or are to be regarded as security for satisfying his liability.

Article VIII
Liabilities of third parties

Where a trustee wrongfully transfers part of the trust fund to a transferee who is not protected as a purchaser in good faith or otherwise, the transferee must make good the loss to the trust fund or may be ordered to hold the assets so transferred (or assets representing them) as part of the trust fund separate from his private patrimony or as security for satisfying his liability. This liability may extend to any subsequent transferee who is not protected as a purchaser in good faith or otherwise.

Article VIII
Termination of a trust

(1) Notwithstanding the terms of the trust, where all the beneficiaries are in existence, have been ascertained, and are of full capacity, then, if all such beneficiaries are in agreement, they can require the trustee to terminate the trust and distribute the trust fund between themselves and their

Article VI
Remèdes juridiques contre le
trustee en cas de violation du trust

En cas de violation du trust, le juge peut notamment interdire certains actes au trustee, le destituer et le remplacer, ou ordonner la réparation de pertes ou la restitution de profits. Il se peut aussi que le juge ait le pouvoir de déclarer que certains biens du trustee ont toujours fait partie du fonds du trust et ne sont jamais entrés dans son patrimoine personnel ou doivent être affectés en garantie de sa responsabilité.

Article VIII
Responsabilité de tiers

Lorsqu'un trustee transfère sans droit une partie du fonds du trust à un acquéreur qui n'est pas protégé en qualité d'acheteur de bonne foi ou autrement, cet acquéreur doit réparer la perte subie par le fonds du trustee, il se peut qu'il soit enjoint de tenir les biens ainsi transférés (ou des biens les représentant) séparés de son patrimoine personnel en tant que parties du fonds du trust ou en tant que garantie de sa responsabilité. Il se peut que cette responsabilité s'étende à tout tiers acquéreur subséquent qui n'est pas protégé en tant qu'acheteur de bonne foi ou autrement.

Article VIII
Fin du trust

(1) Nonobstant les termes du trust, si les bénéficiaires sont tous en vie, ont été déterminés et ont pleine capacité, ils peuvent, d'un commun accord, exiger du trustee de mettre fin au trust et de distribuer le fonds du trust entre eux ou les personnes qu'ils désignent. Toutefois, si quelque but

nominees as they direct. However, if some material purpose of the settlor remains to be served then the beneficiaries may not be permitted to terminate the trust.

(2) A trust terminated (a) by virtue of all the trust fund having been distributed to beneficiaries or having been used for trust purposes or (b) by virtue of there being no beneficiaries and no person, whether or not then in existence, who can become a beneficiary in accordance with the terms of the trust, or (c) by virtue of a person exercising a power of termination.

(3) At the close of the permitted period for the duration of the trust (subject to the trustee retaining sufficient assets to make reasonable provision for possible liabilities) the trust fund shall be distributed by the trustee as soon as reasonably practicable in accordance with any terms of the trust setting out how the trust fund should then be distributed. However, if there are no such terms then the trust fund shall be owned by the trustee for the benefit of the settlor or his successors.

(4) In the case of a trust for purposes, where such purposes have been fulfilled so far as possible or cannot now be carried out, then the trust fund shall be owned by the trustee for the benefit of the settlor or his successors, unless the terms of the trust are varied or extended.

du constituant restait à atteindre, il se peut que les bénéficiaires ne soient pas autorisés de mettre fin au trust.

(2) Un trust prend fin (a) lorsque le fonds du trust a été tout entier distribué à des bénéficiaires ou a été utilisé pour servir les buts du trust, ou (b) lorsqu'il n'y a pas de bénéficiaires ni de personne, existante ou non, qui puisse le devenir selon les termes du trust, ou (c) lorsqu'une personne exerce un pouvoir de mettre fin au trust.

(3) À l'expiration de la durée permise du trust (le trustee devant toutefois conserver suffisamment de biens pour faire face à des engagements prévisibles) le fonds du trust sera distribué aussi rapidement que possible, conformément aux termes du trust indiquant comment en pareil cas le fonds du trust devrait être distribué. Toutefois, si ces termes sont muets à cet égard, le fonds du trust sera la propriété du trustee dans l'intérêt du constituant ou de ses successeurs.

(4) Lorsque les buts d'un trust d'intérêt général auront été atteints dans toute la mesure du possible, ou ne peuvent plus être accomplis, le fonds du trust sera la propriété du trustee dans l'intérêt du constituant ou de ses successeurs, à moins que les termes du trust ne soient modifiés ou prolongés.

Abréviations – Abbreviations

La législation suisse peut être consultée sur le site de la Confédération:
Swiss legislation is available on the Swiss Confederation's website:
www.admin.ch.

AC	<i>Law Reports: Appeal Cases</i> (London, 1875–)
All ER	<i>The All England Law Reports</i> (London, 1948–)
ASDI	<i>Annuaire suisse de droit international</i> (Zurich, 1944–1990)
ATF	<i>Arrêts du Tribunal fédéral suisse: Recueil Officiel = Entscheidungen des schweizerischen Bundesgerichts: Amtliche Sammlung</i> (Lausanne, 1875–)
B.R.	<i>Bankruptcy Reporter</i> (St-Paul., Minn., 1979–)
BaK–...	Voir BaK–...: <i>Kommentar zum Schweizerischen Privatrecht</i> dans la bibliographie
BGB	[Deutsches] Bürgerliches Gesetzbuch
BJM	<i>Basler Juristische Mitteilungen</i> (Bâle, 1954–)
CC	Code civil [suisse] du 10 décembre 1907 (RS 210)
CCfr.	Code civil français
Ch	<i>Law Reports: Chancery</i> (London, 1891–)
ch.	chiffre
<i>Clunet</i>	<i>Clunet : Journal du droit international</i> (Paris, 1874–)
CO	Code [suisse] des obligations (Loi fédérale complétant le code civil suisse du 30 mars 1911: Livre cinquième: Droit des obligations)
Convention	Convention relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance conclue à La Haye le 1 ^{er} juillet 1985 / Convention on the Law Applicable to Trusts and on their Recognition made in The Hague on 1 st July 1985 (reproduite en annexe I / see appendix I)
CP	Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (RS 311)
DEBA	Federal Debt Enforcement and Bankruptcy Act (<i>loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs</i>) of 11 April 1999 (RS 281.1)
DT	Document de travail
FAIF	Federal Act on Investment Funds of 18 March 1994 (RS 951.31)
FBA	Federal Banking Act of 8 Novembre 1934 (RS 952.0)
FF	<i>Feuille fédérale</i> (Berne)
IPR–...	Voir IPR–...: <i>Kommentar zum Schweizerischen Privatrecht: Internationale Privatrecht</i> dans la bibliographie
IPRG–...	Voir IPRG–...: <i>IPRG Kommentar</i> dans la bibliographie
JCP	<i>Juris-Classeur Périodique: La Semaine juridique: doctrine, jurisprudence, textes</i> , édition générale (Paris, 1927–)
JdT	<i>Journal des Tribunaux</i> (Lausanne, 1853–)
JOCE	<i>Journal officiel des Communautés européennes</i> (Bruxelles, 1958–)

LB	Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne du 8 novembre 1934 (RS 952.0)
LDIP	Loi fédérale sur le droit international privé du 18 décembre 1987 (RS 291)
LFors	Loi fédérale sur les fors en matière civile du 24 mars 2000 (RS 272, RO 2000 2355)
LFP	Loi fédérale sur les fonds de placement du 18 mars 1994 (RS 951.31)
LP	Loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite du 11 avril 1889 (RS 281.1.)
N. (NN.)	numéro(s) marginal(aux)
NJW	<i>Neue Juristische Wochenschrift</i> (Munich etc., 1947–)
OFP	Ordonnance sur les fonds de placement du 19 octobre 1994 (RS 951.311)
ORF	Ordonnance sur le registre foncier du 22 février 1910 (RS 211.432.1)
PDET	Principes de Droit Européen du Trust (reproduits en annexe II)
PETL	Principles of European Trust Law (see appendix II)
PJA	<i>Pratique juridique actuelle</i> = <i>Aktuelle Juristische Praxis</i> (St-Gall, 1992–)
RDS	<i>Revue de droit suisse</i> = <i>Zeitschrift für Schweizerisches Recht</i> (Bâle, 1852–)
RJB	<i>Revue de la Société des juristes bernois</i> = <i>Zeitschrift des Bernischen Juristenvereins</i> (Berne, 1884–)
RNRF	<i>Revue suisse du notariat et du Registre foncier</i> = <i>Schweizerische Zeitschrift für Beurkundungs- und Grundbuchrecht</i> (Wädenswil, 1920)
RSDA	<i>Revue suisse de droit des affaires</i> = <i>Zeitschrift für Schweizerisches Wirtschaftsrecht</i> = <i>Swiss Business Law Review</i> (Zurich, 1990–)
RSJ	<i>Revue suisse de jurisprudence</i> = <i>Schweizerische Juristenzeitung</i> (Zurich, 1904–)
s.	et suivant (<i>and following page</i>)
SAS	<i>La Société anonyme suisse</i> = <i>Die Schweizerische Aktiengesellschaft</i> (Zurich, 1929–1989 ; devient : <i>Revue suisse de droit des affaires</i> = <i>Swiss Business Law Review</i>)
SC	Federal Supreme Court (<i>Tribunal fédéral suisse, Schweizerisches Bundesgericht</i>)
SchKG–...	Voir <i>Kommentar zum Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs</i> dans la bibliographie
SJ	<i>La Semaine judiciaire</i> (Genève, 1878–)
SPC	Swiss Penal Code of 21 December 1937 (RS 311)
SPILA	Swiss Private International Law Act (<i>loi fédérale sur le droit international privé, Bundesgesetz über das Internationale Privatrecht</i>) of 18 December 1987 (RS 291)
ss	et suivantes (<i>and following pages</i>)
WLR	<i>Weekly Law Reports</i> (London, 1953–)
ZR	<i>Blätter für Zürcherische Rechtsprechung</i> (Zurich, 1902–)

Bibliographie – *Bibliography*

A. Principales sources relatives au droit du trust *Principal Sources on Trust Law*

Sans aucune prétention à l'exhaustivité, cette liste comprend à la fois des ouvrages de base représentatifs du droit du trust dans les principales juridictions de *common law* (principalement Angleterre, États-Unis d'Amérique, Australie), dans d'autres ordres juridiques où le trust s'est développé sur un autre substrat que la *common law*, et des contributions montrant l'évolution récente de ce droit.

Though not in any way exhaustive, the following list simultaneously includes representative basic treatises concerning trusts in the main common law jurisdictions (mainly England, the United States and Australia), in other legal systems where trusts have developed on a non-common law basis, and contributions showing the recent development of this law.

BÉRAUDO (Jean-Paul) 1992: Les trusts anglo-saxons et le droit français. Paris (LGDJ).

BOGERT (George Gleason) & BOGERT (George Taylor) 1977: *The Law of Trusts and Trustees*. 2nd ed., revised, multiple volumes, St. Paul, Minn. (West) 1977 *et seq.*

BOGERT (George Taylor) 1987: *Trusts*. 6th ed., St. Paul (West). [Hornbook Series]

BROWNBILL (David) 2000: *Confidentiality: Access by beneficiaries and others to information and documents*. Paper presented in Geneva & Zurich on 5-6 June 2000 at the Society of Trust and Estate Practitioners' conference «A Trust for Europe».

CURTIS (Jerome J.) 1996: «The transmogrification of the American trust». 31 *Real Property, Probate and Trust Journal* pp. 251-311.

DYER (Adair) & VAN LOON (Hans) 1982: «Rapport sur les trusts et institutions analogues – Report on trusts and analogous institutions» (mai 1982). In Conférence de La Haye de droit international privé, *Actes et documents de la Quinzième session*, t. II pp. 10-110. La Haye (Bureau permanent) 1985.

FRATCHER (William F.) 1974: *International Encyclopedia of Comparative Law*, vol. VI, chap. 11 : *Trust*. Tübingen (Mohr, Siebeck), The Hague and Paris (Mouton).

- GRIMALDI (Michel) & BARRIÈRE (François) 1998: «Trust and Fiducie». In *Towards a European Civil Code*. 2nd ed., Nijmegen (Aer Aequi Libri) & The Hague etc. (Kluwer Law International).
- HALBACH (Edward C.) 1999: «Significant trends in the trust law of the United States». 32 *Vanderbilt Journal of Transnational Law* pp. 531-554.
- HAYTON (David) 1998: *The Law of Trusts*. 3rd ed., London (Sweet & Maxwell).
- 1999: «Anglo-Trusts, Euro-Trusts and Caribbo-Trusts: Whither Trusts?» In *Modern International Developments in Trust Law*, pp. 1-18. The Hague (Kluwer Law International).
- Itinera Fiduciae: Trust and Treuhand in Historical Perspective* (1998). Ed. by R. Helmholz & R. Zimmermann. Berlin (Duncker & Humblot).
- LANDAU (Robert I.), KRUEGER (John E.) 1998: *Corporate Trust Administration and Management*. 5th ed., New York (Columbia University Press).
- LANGBEIN (John H.) 1995: «The Contractarian Basis of the Law of Trusts». 105 *Yale Law Journal* pp. 623-675.
- McKENDRICK (Ewan) et al. 1992: *Commercial Aspects of Trusts and Fiduciary Obligations*. Oxford (Clarendon).
- MEAGHER (R.P.) & GUMMOW (W.M.C.) 1997: *Jacobs' Law of Trusts in Australia*. 6th ed, Sydney (Butterworths).
- OAKLEY (A.J.) 1998: *Parker and Mellows: The Modern Law of Trusts*. 7th ed. by A.J. Oakley, London (Sweet & Maxwell).
- ONG (Denis S.) 1999, *Trusts Law in Australia*. Sydney (Federation Press) 1999.
- PEARCE (Robert) & STEVENS (John) 1998: *The Law of Trusts and Equitable Obligations*. 2nd ed., London (Butterworths).
- Principles of European Trust Law* (1999). Ed. by D.J. Hayton, S.C.J.J. Kortmann, H.L.E. Verhagen. La Haye (Kluwer Law International), Deventer (W.E.J. Tjeenk Willink).
- REIDS (K.G.C.) 1999: «National Report for Scotland». In *Principles of European Trust Law*, pp. 67-84. The Hague (Kluwer Law International), Deventer (W.E.J. Tjeenk Willink).
- Restatement of the Law Second: Trusts*. Adopted and promulgated by the American Law Institute..., May 23, 1957. St Paul, Minn. (American Law Institute Publishers) 1959.
- Restatement of the Law Third: Trusts: Prudent Investor Rules*. Adopted and promulgated by the American Law Institute..., May 18, 1990. St. Paul, Minn. (American Law Institute Publishers) 1992.

- Restatement of the Law Third: Trusts: Tentative Draft No. 1 (April 5, 1996).*
Subjects Covered: Part 1 (Nature, Characteristics, and Types of Trusts); Part 2 (Creation of Trusts). Submitted by the Council to the Members of The American Law Institute for Discussion at the Seventy-Third Annual Meeting... [May 1996].
- Restatement of the Law Third: Trusts: Tentative Draft No 2 (March 10, 1999).*
Subjects Covered: Part 2 (Creation of Trusts, revised § 26); Part 3 (Elements of Trusts); Part 4 (Nature of Beneficiaries' Rights and Interests). Submitted by the Council to the Members of The American Law Institute for Discussion at the Seventy-Sixth Annual Meeting... [May 1999].
- ROUNDS (Charles E., Jr.) 2000: *Loring: A Trustee's Handbook 2000 Edition*. Gaithersburg, New York (Aspen Publishers).
- SCOTT (Austin Wakeman) & FRATCHER (William Franklin) 1987: *The Law of Trust*. 4th ed. of *Scott's on Trusts*, multiple volumes, Boston (Little, Brown), 1987 *et seq.*
- Trust Laws of the World* (2000): collected by M. Lupoi. 2nd ed., 2 vol., Rome (Eti).
- UNDERHILL & HAYTON 1995: *Law Relating to Trusts and Trustees*. 15th ed. by D.J. Hayton, London (Butterworths).
- Uniform Trust Code (2000 Annual Meeting Draft)*. Submitted to the National Conference of Commissioners on Uniform State Laws for its meeting in its one-hundred-and-ninth year (St. Augustine, Florida, July 28-August 4, 2000). <www.nccusl.org>
- WATERS (Donovan W.) 1995: «The institution of the trust in civil and common law». In Académie de droit international de La Haye, *Recueil des cours*, t. 252, pp. 117-453. Dordrecht etc. (Martinus Nijhoff).
- WILSON (W.A.) & DUNCAN (A.G.M.) 1995: *Trusts Trustees and Executors*. 2nd ed., Edinburgh (W. Green).

B. Doctrine relative à la Convention et à ses effets en droit national – Sources on the Convention and its Effects under Domestic Law

- Actes et documents... de la Quinzième session, t. II: Trust – loi applicable et reconnaissance*. La Haye (Bureau permanent de la Conférence) 1985.
- BROGGINI (Gerardo) 1996: « Il trust nel diritto internazionale privato italiano ». In *I trusts in Italia oggi*, pp. 11-27. Milano (Giuffrè).

- COING (Helmut) 1991: «Übernahme des Trusts in unser internationales Privatrecht?» *Festschrift für Theodor Heinsius*, pp. 80-88. Berlin, New York (de Gruyter).
- DYER (Adair) 1999: «International recognition and adaptation of trusts: The influence of the Hague Convention». 32 *Vanderbilt Journal of Transnational Law* pp. 989-1020.
- FUMAGALLI (Luigi) 1992: «La Convenzione dell'Aja sul "trust" e il diritto internazionale privato italiano». *Diritto del commercio internazionale* 1992 pp. 533-568.
- GAILLARD (Emmanuel) 1990: «Les enseignements de la convention de La Haye du 1.7.85 relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance». *Revue juridique et politique Indépendance et coopération* 1990 pp. 304-320.
- GAILLARD (Emmanuel) & TRAUTMAN (Donald T.) 1986: «La Convention de La Haye du 1er juillet 1985 relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance». *Revue critique de droit international privé* 1986 pp. 1-31.
- 1987: «Trusts in Non-Trust Countries: Conflict of Laws and the Hague Convention on Trusts». 35 *American Journal of Comparative Law* pp. 307-340.
- GUILLAUME (Florence) 2000: «Incompatibilité du trust avec le droit suisse? Un mythe s'effrite». *Revue suisse de droit international et de droit européen* 2000 pp. 1-36.
- HAYTON (David) 1996: «The Significance of the Hague Conventions on Trusts and on Succession: A Common Law Perspective». *E pluribus unum: Liber amicorum Georges A.L. Droz*. The Hague, Boston (Martinus Nijhoff) 1996, pp. 121-134.
- JAUFRET-SPINOSI (Camille) 1987: «La Convention de la Haye relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance (1^{er} juillet 1985)». *Journal du droit international* 1987 pp. 23-65.
- KLEIN (Frédéric-Edouard) 1990: «À propos de la Convention de La Haye du 1er juillet 1985 relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance». *Mélanges Paul Piotet*, pp. 467-483. Berne (Stämpfli).
- KOPPENOL-LAFORCE (Marielle) 1997: *Heet Haagse Trustverdrag*. Thèse, Deventer (Kluwer). [English summary on pp. 263-270]
- 1998: «The Trust, The Hague Trusts Convention and Civil Law Countries; A Mission Impossible?» *Notarius Internationale* 1998 pp. 27-40.
- KOPPENOL-LAFORCE (M.E.) & KOTTENHAGEN (R.J.P.) 1998: «The institution of the trust and Dutch law». In *Netherlands reports to the fifteenth International Congress of comparative law: Bristol 1998*, pp. 137-153. Antwerpen & Groningen (Intersentia Rechtswetenschappen) 1998.

- KÖTZ (Heinz) 1986: «Die 15. Haager Konferenz und das Kollisionsrecht des trust». In *Rabels-Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht* 1986 pp. 562-584.
- 1999: «The Hague Convention on the Law Applicable to Trusts and Their Recognition». In *Modern International Developments in Trust Law*, pp. 37-48. The Hague (Kluwer Law International etc.).
- LUPOI (Maurizio) 1995: «The Shapeless Trust». *Trusts & Estates* vol. 1, issue 3.
- 1997: «Effects of the Hague Convention in a Civil Law Country». *The Reform of Property Law*, pp. 222-238. Brookfield, VM (Ashgate), Aldershot (Dartmouth).
- 1999: «International Recognition and Adaptation of Trusts: The Influence of The Hague Convention». *32 Vanderbilt Journal of Transnational Law* pp. 989-988.
- OVERBECK (Alfred von) 1985a: «Rapport explicatif / Explanatory Report». *Actes et documents de la Quinzième session*, t. II: *Trust – loi applicable et reconnaissance*. La Haye (Bureau permanent de la Conférence).
- 1985b: «La Convention de La Haye du premier juillet 1985 relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance». *Annuaire suisse de droit international* 1985 pp. 30-38.
- 1996: «Law Applicable to, and Recognition of Trusts in Switzerland: the Possible Future under the Hague Convention». *Trusts & Trustees*, vol. 2, issue 5 (April 1996), pp. 6-11.
- 1997: «La ratification de la Convention de La Haye sur le trust par les Pays-Bas: un exemple pour la Suisse» *Collisio legum : Studi di diritto internazionale privato per Gerardo Broggin*, pp. 367-380. Milano (Giuffrè).
- PATON (Andrew G.) & GROSSO (Rosanna) 1994: «The Hague Convention on the law applicable to trusts and on their recognition: implementation in Italy». *International and Comparative Law Quarterly* 43 (1994) pp. 654-661.
- Proceedings of the Fifteenth Session*, tome II: *Trusts – applicable law and recognition*, The Hague (Bureau permanent de la Conférence) 1985.
- PÉLICHET (Michel) 1994: «Le trust et les institutions analogues – La Convention de La Haye du premier juillet 1985». In *Droit et pratique des opérations fiduciaires en Suisse*, pp. 133-186. Lausanne (CEDIDAC).
- PIRRUNG (Jörg) 1987. «Die XV. Tagung der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht – Trustübereinkommen vom 1. Juli 1985». *IPRax Praxis des internationalen Privat- und Verfahrensrechts* 1987 pp. 52-55.

- REYMOND (Claude) 1991: «Réflexions de droit comparé sur la Convention de La Haye sur le trust». *Revue de droit international et de droit comparé* 1991 pp. 7-24.
- 1997: «La Suisse et la Convention de La Haye sur la reconnaissance du trust». <www-isdc.unil.ch/f/Reymond97.html>
- TRAUTMAN (Donald D.) 1987: «Party autonomy in the proposed Hague Conference convention for trusts». 21 *Revista Juridica de la Universidad Interamericana de Puerto Rico* pp. 547-553.

C. Ouvrages de droit suisse – *Swiss Law*

- BaK—...: *Kommentar zum Schweizerischen Privatrecht*, hrsg. von H. Honsell, N.P. Vogt & T. Geiser, 4 Bde, Basel (Helbing & Lichtenhahn) 1994 (OR II), 1996 (ZGB I & OR I, 2. Aufl.), 1998 (ZGB II).
- BARTHOLD (Beat) 1997: *Aussonderung von Treugut im schweizerischen Partikular Konkurs*. Thèse de Bâle, Zurich (Schulthess).
- BERTI (Stephen V.) 1994: «Der trust, das Lugano Übereinkommen und das schweizerische IPR». In *Aspekte des Wirtschaftsrechts – Festgabe zum Schweizerischen Juristentag 1994*, pp. 223-238. Zurich (Schulthess).
- BLOCH (Konrad) 1950: «Der anglo-amerikanische Trust und seine Behandlung im internationalen Privatrecht». *Revue suisse de jurisprudence* 1950 pp. 65-71.
- BREITSCHMID (Peter) 1995: «Trust und Nachlassplanung». In *Rechtskollisionen – Festschrift für Anton Heini*, pp. 49-72. Zurich (Schulthess).
- BUCHER (Andreas) 2000: «Vers une convention mondiale sur la compétence et les jugements étrangers». *La Semaine judiciaire* 2000 II pp. 77-135.
- DESCHENAUX (Henri) 1983: *Traité de droit privé suisse*, t. V/II/2: *Le registre foncier*. Fribourg (Ed. Universitaires).
- DESCHENAUX (Henri), STEINAUER (Paul-Henri) & BADDELEY (Margareta) 2000: *Les effets du mariage*. Berne (Stämpfli).
- Droit et pratique des opérations fiduciaires en Suisse* (1994): éd. par Michel Jaccard. Lausanne (CEDIDAC).
- DRUEY (Jean-Nicolas) 1997: *Grundriss des Erbrechts*. 4^e éd., Berne (Stämpfli).
- DREYER (Dominique) 1981: *Le trust en droit suisse*. Thèse de Fribourg, Genève (Georg).
- DUNAND Serge (2000): «Voyage au cœur des trusts: Techniques d'approche du trust en audit». *L'expert-comptable suisse* 2000 pp. 979-982.

- DUNAND (Jean-Philippe) 2000: *Le transfert fiduciaire: «donner pour reprendre» – Mancipio dare ut remancipetur: Analyse historique et comparative de la fiducie-gestion*. Thèse, Bâle (Helbing & Lichtenhahn) et Genève (Faculté de droit).
- DUTOIT (Bernard) 1997: *Droit international privé suisse: Commentaire de la loi fédérale du 18 décembre 1987*. 2^e éd., Bâle (Helbing & Lichtenhahn).
- FLATTET (Guy) 1990: «Le trust en droit suisse». *Revue juridique et politique* (Le Vésinet Paris) 1990 pp. 263-272.
- FUCHS (Adriana) 1998: *Soll die Schweiz die Haager Trust-Konvention ratifizieren?* Berne (Haupt). [Publikation der Swiss Banking School Zürich, 188.]
- GILLIÉRON (Pierre-Robert) 1999: *Commentaire de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite*. Lausanne (Payot) 1999 (vol. 1: art. 1-88), 2000 (vol. 2: art. 89-258).
- GIOVANOLI (Mario) 1991: «Les opérations fiduciaires dans la pratique bancaire suisse». In *La fiducie et ses applications dans plusieurs pays européens*, pp. 31-55. Paris (GLN).
- 1994: «Acte fiduciaire ou acte simulé? Réflexions sur quelques arrêts récents». In *Droit et pratique des opérations fiduciaires en Suisse*, pp. 189-229. Lausanne (CEDIDAC).
- GUBLER (Friedrich) 1954: «Besteht in der Schweiz ein Bedürfnis nach Einführung des Instituts der angelsächsischen Treuhand (trust)?» Rapport présenté à la Société suisse des juristes. *Revue de droit suisse* 1954 II pp. 215a-476a.
- GUINAND (Jean) & STETTLER (Martin) 1999: *Droit civil II: Successions*. 4^e éd., Fribourg (Ed. Universitaires).
- GUTZWILLER (Peter Max) 1985: «Der Trust in der Schweizerischen Rechtspraxis». *Annuaire suisse de droit international* 1985 pp. 53-56.
- HAUSHEER (Heinz), REUSSER (Ruth) & GEISER (Thomas) 1992: *Berner Kommentar*, t. 2 1 3 1 (art. 181-220 CC). 4^e éd., Berne (Stämpfli).
- (1996): *Berner Kommentar*, t. 2 1 3 2 (art. 221-251 CC). 4^e éd., Berne (Stämpfli).
- (1999): *Die Wirkungen der Ehe im Allgemeinen* (art. 159-180 CC). Berne (Stämpfli).
- IPR—... (1996): *Kommentar zum Schweizerischen Privatrecht: Internationale Privatrecht*. Hrsg. von H. Honsell, N.P. Vogt & A.K. Schnyder. Basel (Helbing & Lichtenhahn).

- IPRG—... (1993): *IPRG Kommentar*. Hrsg. von A. Heini, M. Keller, K. Siehr, F. Vischer & P. Volken. Zurich (Schulthess).
- KAUFMANN-KOHLER (Gabrielle) 1995: «Convention de Lugano et contentieux bancaire». In *Journée 1995 de droit bancaire et financier*. Ed. par L. Thévenoz. Berne (Stämpfli).
- KÜNZLE (Hans Rainer) 2000: *Der Willensvollstrecker im schweizerischen und US-amerikanischen Recht*. Thèse d'habilitation, Zurich (Schulthess).
- LIMBURG (Andreas C.) & SUPINO (Pietro) 1999: «Disputes Involving Trusts: The Swiss Perspective». In *Disputes Involving Trusts*, ed. by N.P. Vogt, pp. 191-209. Bâle (Helbing & Lichtenhahn), Munich (Beck), Saffron Walden (Trusts & Trustees).
- MAYER (Thomas M.) 1998: *Die organisierte Vermögenseinheit gemäss Art. 150 IPRG : Unter besonderer Berücksichtigung des Trust*. Thèse, Bâle (Helbing & Lichtenhahn).
- OFTINGER (Karl) & BÄR (Rolf) 1981: *[Zürcher] Kommentar zum schweizerischen Zivilgesetzbuch, t. IV 2 b: Das Fahrnispfand*. 3^e éd., Zurich (Schulthess).
- PIOTET (Paul) 1975: *Droit successoral*. Traité de droit privé suisse, t. IV. Fribourg (Ed. Universitaires) 1975, avec supplément 1987.
- PONCET (Nicolas) & MEAKING (Ian L.) 1998: «Trusts and Switzerland». 26 *International Business Lawyer* pp. 324-328.
- REYMOND (Claude) 1954: «Le trust et le droit suisse». Rapport présenté à la Société suisse des juristes. *Revue de droit suisse* 1954 II pp. 121a-214a.
- 1989: «Acte fiduciaire ou acte simulé? Réflexions sur quelques arrêts récents». *La Semaine judiciaire* (Genève) 1989 pp. 649-663.
- 2000: «Vers une autre fiducie?». In *Mélanges offerts à Pierre van Ommeslaghe*, pp. 659-668. Bruxelles (Bruylant).
- RIEMER (Hans Michael) 1975: *Berner Kommentar, t. I 3/3: Die Stiftungen*. 3^e éd., Berne (Stämpfli).
- SchKG—... (1998): *Kommentar zum Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs*. Hrsg. von A. Staehelin. 3 Bde, Basel (Helbing & Lichtenhahn).
- SCHNITZER (Adolf F.) 1963: «Die Treuhand (der Trust) und das internationale Privatrecht». *Gedächtnisschrift Ludwig Marxer*, pp. 53-113. Zurich (Schulthess).
- 1965: «Trust und Stiftung». *Revue suisse de jurisprudence* 1965 pp. 197-201 & 213-218.

- SCHULTHESS (Hans Conrad) & LIMBURG (Andreas C.) 1996: «Rechtsfragen der Ausübung von Trustee-Funktionen durch schweizerische Truetees – Analyse der Rechtslage und Empfehlungen zur Mandatsausübung». *L'expert-comptable suisse* 1996 pp. 57-69.
- STAEHELIN (Daniel) 1995: «Die internationale Zuständigkeit der Schweiz im Schuldbetreibungs- und Konkursrecht». *Pratique juridique actuelle* 1995 259-284.
- STEINER (Markus) 1999: *Das bankinterne Sondervermögen: Regelung im schweizerischen Anlagefondsgesetz und Verwendung in der Bankpraxis (inkl. Musterreglement)*. Zurich (Schulthess).
- STANISLAS (Guy) 2000: «Ayant droit économique et droit civil: le devoir de renseignements de la banque». *La Semaine judiciaire* (Genève) 1999 II pp. 413-455.
- STARK (E.W.) 1984, *Berner Kommentar*, t. IV 3/1: *Der Besitz*. 2^e éd., Berne (Stämpfli).
- STEINAUER (Paul-Henri) 1997, *Les droits réels*, t. I. 3^e éd., Berne (Stämpfli).
- STIEGER (Markus) 1992: «Was bringt das Lugano-Übereinkommen für Trusts mit Berührung zur Schweiz?» *L'expert-comptable suisse / Der Schweizerische Treuhänder* 1992 pp. 202-205.
- SUPINO (Pietro) 1994: *Rechtsgestaltung mit Trust aus Schweizer Sicht*. Thèse, Saint-Gall (Dike).
- THÉVENOZ (Luc) 1995: «La fiducie, cendrillon du droit suisse: Propositions pour une réforme». Rapport présenté à la Société suisse des juristes. *Revue de droit suisse* 1995 II pp. 253-363.
- 1997: «Un point de vue suisse». In *Le trust et la fiducie: implications pratiques / De trust en de fiduciaire overeenkomst: praktische implicaties*. Bruxelles /Bruylant).
- 2000: «Patrimoines fiduciaires et exécution forcée». In *Insolventie, dé-sendettement et redressements: Études réunies en l'honneur de Louis Dallèves*, pp. 345-369. Bâle (Helbing & Lichtenhahn) & Genève (Faculté de droit).
- THÉVENOZ (Luc) & DUNAND (Jean-Philippe) 1998: «La fiducie: droit des biens ou droit des obligations?» In *Rapports suisses présentés au XV^eme Congrès international de droit comparé : Bristol, 27 juillet au 1^{er} août 1998*, pp. 479-510. Zurich (Schulthess).
- THORENS (Justin) 1986: *Les traits caractéristiques de la property law anglo-américaine: le cas des Etats-Unis, droits réels, successions, trusts*. Berne (Stämpfli).

- 1989: «Le trust de Common Law dans les systèmes de droit civil et l'arrêt Tucker de la Cour suprême du Canada». In *Festschrift für Walther J. Habscheid*, pp. 325-334. Bielefeld (Giesecking).
 - 1990: «The Common Law Trust and the Civil Law Lawyer». In *Comparative and Private International Law: Essay in Honor of John Henry Merryman*, pp. 309-315. Berlin (Duncker & Humblot).
 - 2000a: «Trusts and fiduciary arrangements in common law and civil law countries; problemes and pitfalls for trustees and other fiduciaires. The situation faced by a trustee in a civil law country; the case in Switzerland». Paper presented to the IAETL Toronto Conference, 24-27 May 1999. In print.
 - 2000b: «L'article 335 CCS et le trust de common law». À paraître dans un recueil d'études.
- VON TUHR (Andreas), ESCHER (Arnold) & PETER (Hans) 1979: *Allgemeiner Teil des schweizerischen Obligationenrechts*. 2 vol., 3^e éd., Zurich (Schulthess).
- WACH (Thomas) 1987: «Die angelsächsischen Trusts und die schweizerische Rechtsordnung». *Revue suisse de jurisprudence* 1987 pp. 209-211.
- WATTER (Rolf) 1995: «Die Treuhand im Schweizer Recht». Rapport présenté à la Société suisse des juristes. *Revue de droit suisse* 1995 II pp. 179-252.
- WOLTER (Gerhard) 1998: *Treuhandrecht im Umbruch? Ein Blick nach Frankreich, Luxemburg, in die Schweiz und in den Libanon sowie auf das Haager Trust-Übereinkommen*. Thèse de Saarbrücken, Francfort s.M. (Lang).
- ZOBL (Dieter) 1982: *Berner Kommentar*, t. IV 2/5/1: *Das Fahrnispfand*. 2^e éd., Berne (Stämpfli).
- 1999: *Grundbuchrecht*. Zurich (1999).

Table des matières – *Table of Contents*

Sommaire	5
Avant-propos.....	7
Remerciements	9

Trusts en Suisse:

Adhésion à la Convention de La Haye sur les trusts et codification de la fiducie

I.	Introduction	11
II.	Le trust	18
	A. Notion.....	20
	B. Grande variété de droits et d’expectatives des bénéficiaires	21
	C. Devoirs du trustee	23
	D. Patrimoine séparé	25
	E. Responsabilité aux dettes	26
	F. Droit de suite des bénéficiaires	27
	G. Interventions du juge	29
III.	Aperçu de la Convention	29
	A. Champ d’application	30
	B. Loi applicable.....	32
	C. Effets et limites de la reconnaissance d’un trust	33
IV.	Lacunes du droit international privé suisse	35
	A. Qualification contractuelle	36
	B. Qualification successorale	38
	C. Patrimoine organisé	40
V.	Trusts et droit successoral, en particulier les réserves successorales	44
	A. Reconstitution des réserves successorales	46
	1. Trusts testamentaires.....	49
	2. Trusts inter vivos.....	51
	a) Distributions effectuées par le trustee aux bénéficiaires avant le décès du settlor	52
	b) Fonds du trust au moment du décès du settlor	53
	c) Complètement du Code civil	54
	B. Droit d’information des héritiers réservataires	

	à l'encontre du trustee	57
VI.	Trusts et régimes matrimoniaux	61
	1. Acquêts	62
	2. Biens communs	64
VII.	Exécution forcée	65
	A. Exécution forcée sur les biens en trust	66
	1. Saisie au préjudice du trustee	67
	a) Répartition des rôles dans la procédure civile de revendication	67
	b) Définition de la qualité pour agir et pour défendre	70
	c) Objection à la revendication: créances grevant le fonds du trust	73
	2. Faillite du trustee	76
	3. Séquestre au préjudice du trustee	78
	B. Exécution forcée sur les droits des bénéficiaires	80
	1. Par voie de saisie	81
	2. Dans la faillite du bénéficiaire	86
	3. Séquestre	86
	4. Conclusion	86
	C. Protection des créanciers du settlor	87
	1. Les droits des créanciers selon la loi applicable au trust	88
	2. Les droits des créanciers selon le droit suisse de l'exécution forcée	90
VIII.	Droit de suite des bénéficiaires et responsabilité de tiers	91
	A. Position de l'acquéreur d'un (droit sur un) bien du trust	95
	1. Le droit de suite ("revendication") sur le bien lui-même	99
	2. Le droit de suite sur les revenus et le produit de réalisation du bien	103
	3. La responsabilité de l'acquéreur for knowing receipt	105
	4. Conclusion: délimitation entre la loi du trust et la lex rei sitae	107
	B. Le cas particulier des sûretés	111
	C. Position du dépositaire d'un bien en trust	115
IX.	Registres publics	117
	A. Règle générale	118
	B. Registre foncier, registres des bateaux et des aéronefs	123
	1. Trustee unique	123
	2. Co-trustees en tant que propriétaires	128

3. Trusts sur des biens immobiliers suisses: conclusion	129
X. Fors	131
XI. Article 13	134
XII. Réserves et autres déclarations permises par la Convention	138
A. Lois d'application immédiate (article 16)	138
B. Trusts créés par décision de justice (article 20)	138
C. Réciprocité (article 21)	140
D. Application dans le temps (article 22)	140
XIII. Réserve de la souveraineté fiscale	140
XIV. Fiducie suisse: opportunité d'une codification	141
A. Pourquoi légiférer?	143
B. Insertion systématique et champ d'application	149
C. Lignes directrices du projet	152
XV. Projet de codification de la fiducie	153
XVI. Résumé des propositions législatives	165
A. Modifications du Code civil	167
B. Modification du Code des obligations	168
C. Modification de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite	173
D. Modification de la loi fédérale sur le droit international privé	174

**Trusts in Switzerland:
Ratification of The Hague Convention on Trusts and Codification
of the Law of Fiduciary Transfers**

I. Introduction	177
II. Trusts	184
A. Trust Concept	186
B. The Beneficiaries' Varying Rights and Expectations	187
C. Duties of a Trustee	189
D. Segregation of Trust Assets	190
E. Liability for Debt	191
F. Beneficiaries' Right to Trace Assets	193
G. Judicial Intervention	194
III. Overview of the Convention	195
A. Scope of Application	195

B. Applicable Law	197
C. Effects and Limits in Recognising Trusts	198
IV. Lacunae in Swiss Private International Law	200
A. Contractual Characterisation	201
B. Successoral Characterisation	203
C. Organised Estate	205
V. Trusts, Inheritance and Indefeasible Shares	209
A. Reconstitution of Indefeasible Shares	211
1. Testamentary Trusts	213
2. Inter Vivos Trusts	216
a) Distributions made by the Trustee to the Beneficiaries before the Settlor's Demise	217
b) Trust Fund at the Time of the Settlor's Demise	217
c) Proposed Amendments to the Civil Code	219
B. Heirs to Indefeasible Shares: Right to Information from the Trustee	221
VI. Trusts and Matrimonial Property Rights	225
1. Sharing Property acquired during Wedlock	226
2. Community Property	229
VII. Enforcement	230
A. Enforcement against Assets in Trust	230
1. Seizure Proceedings directed against the Trustee	231
a) Parties to the Civil Action to Trace Property	232
b) Definition of Standing to Sue and be Sued	235
c) Objection to the Action to Trace Property: Debts Enforceable against Trust Property	237
2. Bankruptcy of Trustees	240
3. Attachment of Trust Property	242
B. Enforcement against Beneficiaries' Rights	244
1. Seizure	245
2. In the Bankrupt Beneficiary's Estate	250
3. Attachment	250
4. Conclusion	250
C. Protection of the Settlor's Creditors	251
1. Creditors' Rights according to the Law Applicable to the Trust	252
2. Creditors' Rights under the Swiss Law of Enforcement ...	253
VIII. Beneficiaries' Right to Trace Assets and Third-Party Liability ...	255

A.	Purchasers of Assets in Trust (or of Rights Related Thereto) ...	259
1.	The Right to Trace the Trust Property itself ("Revendication")	263
2.	The Right to Trace Income and Sale Proceeds	267
3.	Purchaser's Liability for Knowing Receipt	269
4.	Conclusion: Borderline between the Trust Law and the Lex Rei Sitae	271
B.	Security Interests: a Special Case	274
C.	Depositories of Trust Assets	278
IX.	Public Registers	281
A.	General Rule	282
B.	Land, Ship and Aircraft Registers	286
1.	Sole trustee	286
2.	Co-trustees as titleholders	291
3.	Trusts on real property located in Switzerland: conclusion	292
X.	Jurisdiction	294
XI.	Article 13	297
XII.	Reservations and Other Declarations Permitted by the Convention	301
A.	Internationally Mandatory Rules (Article 16)	301
B.	Trusts Created by Judicial Decision (Article 20)	301
C.	Reciprocity (Article 21)	303
D.	Application Date (Article 22)	303
XIII.	Reservation of Fiscal Sovereignty	303
XIV.	Swiss Fiduciary Transfers: Ripe for Codification?	304
A.	Why is Legislation Necessary?	307
B.	Systematic Insertion and Scope of Application	312
C.	Project Outline	315
XV.	Draft Codification of Fiduciary Transfers	316
XVI.	Summary of Legislative Proposals	328
A.	Amendments to the Civil Code	331
B.	Amendments to the Code of Obligations	332
C.	Amendment of the Federal Debt Enforcement and Bankruptcy Act	337
D.	Amendment of the Swiss Private International Law Act	338

Zusammenfassung der vorgeschlagenen gesetzgeberischen Änderungen

A.	Änderung des Zivilgesetzbuches	341
B.	Änderung des Obligationenrechts	342
C.	Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs	347
D.	Änderung des Bundesgesetzes über das internationale Privatrecht	348
	Abréviations – Abbreviations	383

Bibliographie – Bibliography

A.	Principales sources relatives au droit du trust	385
B.	Doctrines relative à la Convention et à ses effets en droit national – <i>Sources on the Convention and its Effects under Domestic Law</i>	387
C.	Ouvrages de droit suisse – <i>Swiss Law</i>	390